

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift
Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft
Band: 180 (2014)
Heft: 5

Artikel: Avenir de la place financière suisse : chances et conditions de succès?
Autor: Goetschin, Blaise
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-391426>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Avenir de la place financière suisse: chances et conditions de succès?

La place financière rassemble principalement les banques, les assurances, les fiduciaires et métiers de conseil. Elle représente: la production d'une valeur ajoutée d'environ 11% du produit intérieur brut, soit une proportion très élevée si on la compare au tourisme, par exemple, qui se situe à 3%, environ 230 000 emplois; plus de 1100 milliards de financement de l'économie suisse, sans incident d'approvisionnement depuis des décennies; 285 établissements actuellement (l'effectif des banques s'érode).

Blaise Goetschin

La place financière suisse a acquis une position enviée avec les 8ème et 10ème rangs mondiaux pour Zurich et Genève en matière de gestion d'actifs financiers. Cette position forte résulte de la conjonction de facteurs favorables:

- Une affirmation de territorialité communiquée sans ambiguïté et défendue fermement tout au long de l'histoire;
- Une affirmation de souveraineté réitérée lors de chaque période de crise. C'est elle qui a permis aux entreprises financières de trouver en Suisse une denrée vitale: la stabilité de l'environnement militaire, politique et des conditions-cadre économiques;

- Une économie des plus ouvertes au monde, au libre échange et la circulation des travailleurs et des capitaux,
- Une haute qualité de service, accent fort de la banque helvétique;
- Une culture de la constance¹;
- Une capacité de résilience. En 2008, face à l'une des plus grandes crises financières de l'histoire, les banques suisses ont certes souffert (l'une d'entre elles a fait appel à une aide temporaire), mais elles ont toutes fait preuve de résilience.

Ainsi, avec 25% de part du marché de la gestion de fortune mondiale, la place financière suisse a atteint une puissance remarquable. Cette position constitue à la fois une force – une production élevée de valeur pour la communauté suisse – et une vulnérabilité, qui découle de deux réalités:

- D'une part, la perpétuation de ce succès économique dépend de la pérennité de

Le maj Blaise Goetschin est président de la direction générale de la Banque Cantonale de Genève (BCGE); cet article résume le discours qu'il a tenu lors du rapport annuel de la régter 1 à la Chaux-de-Fonds le 11 octobre 2013. Le texte original intégral est accessible sur la homepage de l'ASMZ. Sch

conditions-cadre libérales et non protectionnistes sur les marchés financiers internationaux,

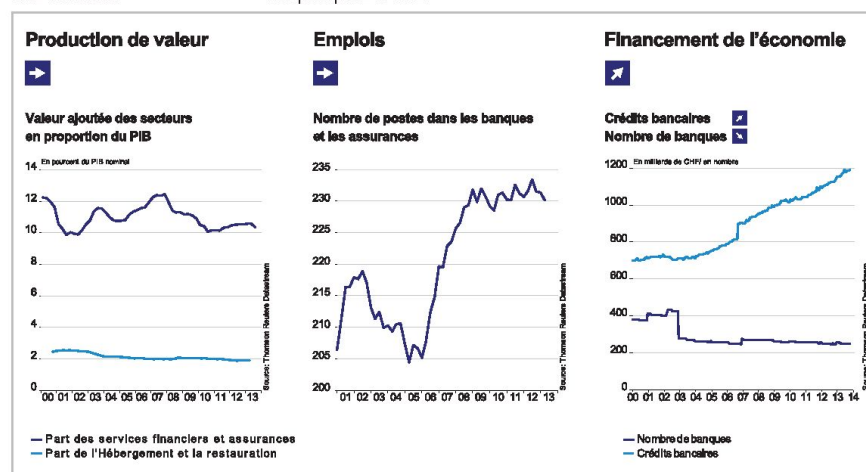
- D'autre part, ce succès du secteur financier constitue un risque économique national de par son gigantisme et nécessite une surveillance ciblée et flexible.

Mais à tout prendre, il vaut mieux un bienfait – une place financière dynamique, avec ses inconvénients – qu'un retour au provincialisme qui transformerait Zurich et Genève en bourgades folkloriques.

Note concernant le graphique de droite:

Le «saut» de 2006 est une rupture des données statistiques (changement de méthode) et ne traduit pas une hausse considérable des crédits.

Graphiques BCGE



La place financière suisse: les signes annonciateurs d'un possible déclin

La compétition s'est mondialisée grâce à l'accès généralisé à la technologie et par l'émergence d'acteurs puissants qui ont d'abord organisé leurs marchés financiers locaux et qui frappent à nos portes. A ces nouveaux venus (Hong Kong, Singapour...), il faut ajouter la concurrence traditionnelle et puissante de New York, Londres et Francfort. Sur le plan de la guerre économique qui accompagne la compétition commerciale entre places, nos autorités ont opté pour un ton concili-

Aus dem Bundeshaus

Berichtet wird von der zweiten und dritten Woche der Frühjahrssession 2014 der Eidgenössischen Räte sowie über Entschiede des Bundesrates.



Der Nationalrat nahm die Bundesbeschlüsse an zur Verlängerung des SWISSCOY-Einsatzes bei der KFOR bis Ende 2017 (13.104, Erstrat) und über die Verwendung unbewaffneter und zivil gekleideter Angehörigen des militärischen Personals zur Sicherheitsberatung in Schweizer Auslandsvertretungen (14.018, Zweitrat). Er stimmte zwei Motionen seiner Sicherheitspolitischen Kommission zu: Nationale Strategie zum Schutz der Schweiz vor Cyber-Risiken (13.4009, Erstrat) sowie Verbesserung des Waffen-Informationsaustausches zwischen den Bundes- und Kantonsbehörden (13.3002, Zweitrat) mittels Erweiterung des Waffengesetzes, aber mit den ständerätlichen Änderungen (Termin Vorlage, Waffen-Nachregistrierung). Die grosse Kammer genehmigte ein Postulat seiner Finanzkommission zu nicht mehr benötigten Immobilien des VBS (13.4015) und nahm Kenntnis vom Bericht der Schweizer Delegation bei der Parlamentarischen Versammlung der Nato (14.012).

Der Ständerat stimmte dem Bundesbeschluss zum Einsatz der Armee mit maximal 5000 Angehörigen im Assistenzdienst zur Unterstützung der Sicherheitsmassnahmen der zivilen Behörden beim OSZE-Ministerratstreffen 2014 in Basel zu (13.065, Zweitrat) und nahm ebenfalls Kenntnis vom Bericht der Schweizer Delegation bei der Parlamentarischen Versammlung der Nato (14.012).

Der Bundesrat verabschiedete sowohl die Botschaft über die Beschaffung und die Ausserdienststellung (laut Motion 11.4135) von Rüstungsmaterial 2014 als auch den Bericht über das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung der Rechtsgrundlagen für die Weiterentwicklung der Armee (WEA).

Oberst Heinrich L. Wirz
Militärpublizist/Bundeshaus-Journalist
3047 Bremgarten BE

liant. Le lobby bancaire est divisé sur de nombreuses questions en raison des intérêts divergents de ses participants. Le déversement de réglementations suisses et étrangères risque d'étouffer la profitabilité des entreprises concernées. L'effectif des banques fond et les investisseurs hésitent à s'engager dans une classe d'actifs aux perspectives de rendement affaiblies².

De nouvelles forces pour demain: stratégie diplomatique, formation et innovation

Comment inverser le cours des événements? Les formules du passé n'y suffisent pas; il faut identifier les stratégies nécessaires à demain. La Suisse tente depuis peu de mieux influencer le débat sur les normes internationales, dans le domaine de l'information fiscale échangée, par exemple. Il est essentiel que les règles du jeu soient respectées par toutes les places concurrentes. Nous devons également regrouper nos efforts dans le domaine de la recherche et de la formation univer-

sitaires en sciences financières. Enfin, l'innovation est un facteur-clé de l'offensive. L'Etat et les forces politiques ont une responsabilité élevée dans le bras de fer engagé. L'arbitrage entre défense de notre souveraineté et intérêts commerciaux particuliers est au centre de l'action politique sur les questions financières. Les banques se doivent de prendre leur part de responsabilité par l'intégrité de leur action, la formation de leur personnel, leur talent propre, leur capacité créative et leur «banco diversité».

Place financière et Défense: des destins comparables, 3 axes d'action

On peut tirer trois parallèles entre la défense de notre place financière et la défense nationale:

Il faut parcourir l'histoire, économique notamment. Les changements sont souvent inattendus et brutaux; des tournants irréversibles se produisent en peu de temps, rebondir est possible (on le

1. Se fonder sur l'analyse historique à long terme plutôt que sur les trends passagers pour comprendre les menaces et donc, diversifier les risques

PLACE FINANCIERE

- 1789: toutes les banques genevoises font faillite à la révolution française, par concentration de leurs prêts sur le risque souverain de ce pays (aujourd'hui AA+)
- Enseignement d'actualité: le risque de contrepartie sur les souverains reste substantiel (imprévisibilité des évolutions politiques)
 - Révolution russe (1917)
 - Grèce (2011)
 - Argentine (2001)
 - Tensions sur pays émergents (2014)
 - Islande (2008)
- Axes d'action:
 - diversifier le portefeuille de métiers et de risques

DEFENSE

- La défaite française de mai 1940 prend ses racines dans une sous-évaluation du risque historique aléatoire
- La certitude actuelle de l'absence de futurs conflits conventionnels en Europe est spéculative
- Axes d'action:
 - à définir par l'Etat-major général

2. Savoir et devoir prendre des risques, notamment sacrifier des portions de terrain pour gagner la manœuvre d'ensemble

PLACE FINANCIERE

- 2009-2013: effondrement de la protection effective du secret bancaire par pression étrangère
- Enseignement d'actualité: les certitudes dans la solidité d'un dispositif légal interne étaient exagérées. Dans le global village: la notion de frontière reste centrale mais elle devient menace et moins protection
- Axes d'action:
 - là où il n'y a pas de capacité de contrer: concéder. Puis regrouper la résistance sur un terrain plus favorable: des règles du jeu identiques entre toutes les places financières et la lutte contre le protectionnisme larvé

DEFENSE

- Fin d'un concept: Essling, Maginot, Dien Bien Phu
 - Liquéfaction: Lybie, Tunisie
 - Maintenir une capacité minimale, par principe, face à une menace floue
- | | Habitants
millions | Budget militaire
milliards |
|-----------|-----------------------|-------------------------------|
| Suisse | 8 | 5 |
| Singapour | 8 | 8 |
- Prendre un risque budgétaire

- Axes d'action:
 - à définir par l'Etat-major général

3. La formation des collaborateurs est la force de notre place financière à préserver en priorité

PLACE FINANCIERE

- Evolution ultrarapide du cadre réglementaire, de la technologie bancaire et de l'innovation concurrentielle
- Enseignement d'actualité: l'intelligence doit être partout distribuée dans l'entreprise (fin de la pyramide du savoir)
- Axes d'action: former chaque collaborateur de la place financière au plus haut niveau sur le plan théorique et «pragmatique»

DEFENSE

- La réputation et la splendeur passée peuvent s'effondrer rapidement (faillite de Detroit le 18.07.2013)
- Evaluation de la menace avec prise en compte de surprises technologiques
- Les systèmes d'armes sont tous rapidement obsolètes, le facteur différenciant reste le facteur humain
- Axes d'action: - à définir par l'Etat-major général

voit avec les banques genevoises qui renaîtront de leurs cendres autour de 1800), les risques concentrés sont mortels, les apparences sont trompeuses, (on se rappelle de Lehman Brothers qui était noté AA le jour précédent sa faillite). Consécutivement à ces appréciations, je suggère un axe d'action précis pour la place: diversifier les risques en n'étant pas trop dépendant d'un seul domaine d'activité.

Le repli dans un carré de terrain où existerait le risque zéro est un leurre auquel seuls croient ceux qui n'ont jamais conduit une entreprise. Pour une place financière, comme pour les banques et assurances qui l'animent, le risque est synonyme de revenu et donc, de vie économique. Il faut culturellement et moralement accepter que certains risques

puissent se matérialiser. Le régulateur confond souvent stérilisation des plaies avec stérilisation des patients. Concéder un peu de terrain est parfois une nécessité pour autant que l'essentiel, la compétitivité comparative, soit préservée. Il faudra prendre le risque de refuser catégoriquement des concessions sans contrepartie et sans réciprocité avec l'étranger et de renoncer à tout surplus de réglementation intérieure.

Les infrastructures et compétences humaines constituent la colonne vertébrale d'une place financière comme celle d'une armée. Le «produit» qu'une banque propose à sa clientèle est un banquier disponible, un contact humain, pas un crédit ou un conseil. S'agissant du savoir technique, du savoir managérial – souvent grâce à l'expérience militaire – et

du savoir relationnel, les Suisses ont un bagage excellent. Ce mix de savoirs académique et pragmatique que permettent nos filières, dont l'apprentissage, doit être conservé et perfectionné.

Conclusion

Il n'est pas exagéré de paraphraser Charles de Gaulle pour affirmer que «La bataille pour la survie de notre place financière de stature internationale est engagée...». Les conditions-cadres internes, la défense diplomatique des intérêts suisses reviennent naturellement à l'Etat. Par contre, créer des banques, investir en capital-risque dans l'industrie financière est une responsabilité de la société et de l'initiative privée. Elle doit être encouragée et pas stérilisée par les régulateurs. Les chances sont intactes, les conditions de succès sont nombreuses, le chemin est étroit. Le succès de la manœuvre dépend de la conduite politique de ce dossier et de la vitalité entrepreneuriale de la Suisse. ■

- 1 A titre d'illustration: la banque Pictet a été fondée en 1805, la Banque Cantonale de Genève en 1816.
- 2 Le rendement du capital des banques privées suisses a baissé de 15 % environ en 2006 à moins de 5 % en 2012. Un tel rendement n'attire plus facilement le capital-risque.



Major
Blaise Goetschin
Président de la direction
générale Banque Cantonale
de Genève
1211 Genève

Achtung: Armeeabschaffer sind am Werk!

Sicherheit zuerst!

Eine Armee ohne Flugzeuge ist keine Armee!



zum Gripen

am 18. Mai

gripen-ja.ch